

SOMMAIRE

- 2 Tarnac : la fabrique du terroriste
4 Dossier eau : État de l'eau sur le Plateau
5 Assainissement : Doit-on épurer nos standards de modernité ?
6 Eau potable : Régie directe ou gestion privée ?
7 Le Limousin, laissé pour compte des politiques de gestion de l'eau
8 Une peste de plus avec les pesticides, 3^{ème} partie
9 Les moutonniers sur la paille
12 "La bête du Limousin", histoire de loups et psychose sociale
13 Lu et approuvé
14 La Pommerie, lieu d'ancrage de l'art contemporain sur le Plateau
15 Page écriture, les mots en liberté
16 Patrimoine : autour de l'eau

Institution Policière
Néo Sarkosienne



11 novembre 2008 150 terroristes à Tarnac

Exclusif !

IPNS peut révéler ce qui s'est réellement passé à Tarnac le 11 novembre 2008. Un commando terroriste composé de 150 membres, cagoulés et largement armés, a pris d'assaut le village de Tarnac dès l'aube en concentrant son attaque sur la ferme du Goutailoux et sur l'épicerie restaurant du bourg. Selon les tactiques avérées des groupes terroristes, celui-ci a attaqué par surprise, investissant le village dans la plus totale clandestinité. La population et les autorités locales ont découvert au réveil cette cellule ultra-visible qui a démontré son extrême organisation. Ainsi plusieurs membres du commando s'étaient répartis sur toutes les routes qui mènent au village, bloquant ainsi les voies de communication et interdisant l'accès à la zone occupée. Semant la terreur et l'effroi, les 150 terroristes appartiennent à une organisation dont le cerveau est une femme répondant au nom de code M.A.M. (celle-ci n'était pas présente sur les lieux). Le groupe est connu pour avoir de nombreux liens avec des groupes similaires dans les autres pays d'Europe et jusqu'aux Etats-Unis. De très nombreuses images télévisées ont du reste montré d'autres actions ultra-violentes de ces groupes lors de manifestations en marge de sommets internationaux. L'organisation de cette action terroriste était en préparation depuis plusieurs mois.

(Lire nos informations en page 2)



9 DE TARNAC :
LES PREUVES S'ACCUMULENT



dessin Babouze



dessin Le lièvre de mars

IPNS Trimestriel édité par l'association IPNS.

Clin d'oeil à "l'imprimé par nos soins" que connaissent les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

Directeur de publication : Michel Lulek
23340 Faux la Montagne
Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard
Imprimerie : Rivet Presse Edition
Imprimerie labellisée Imprim'vert.
le journal **IPNS** est imprimé sur du papier recyclé avec des encres végétales.
Commission paritaire :1012 G 81797 - ISSN : 1635-0278
site : <http://journal-ipns.org>



IPNS - Je m'abonne !

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

Abonnement pour 1 an (4 numéros)

☐ Abonnement ordinaire 12 euros

☐ Abonnement de soutien 15 euros ou +

BON à retourner à : IPNS - 23340 - FAUX LA MONTAGNE

La fabrique du terroriste

Le 11 novembre au matin, les usagers du rail sortent de la terreur : on vient d'arrêter les "commandos anti-TGV". Michèle Alliot Marie parade, sa belle prise est exposée par les médias, embarqués depuis le début dans l'opération. Deux jours plus tard, alors que la justice s'empêtre dans des histoires de preuves introuvables, on semble plutôt reprocher aux interpellés d'avoir eu "l'intention" de commettre de tels actes. Dans le même élan, ils allaient pouvoir devenir une sorte de "cellule", appartenant à une "nébuleuse", qui s'en serait tôt ou tard, dans quelques années, pris aux vies humaines. Magie de l'antiterrorisme : à mesure que les faits se dématérialisent, l'affaire s'aggrave.

La lutte antiterroriste ne s'intéresse pas tant aux actes qu'aux sujets qui pourraient les commettre. Un sujet, cela se fabrique. A partir de vies bien réelles, avec leurs particularités, leurs habitudes, leurs liens. Ces liens constituent d'ailleurs un objet d'investigation privilégié. C'est ainsi que la police construit une "mouvance", un "réseau", ou n'importe quelle autre élucubration signifiant une appartenance diffuse.

Fabriquer un sujet terroriste, cela consiste en des procédures concrètes. Annoncer des menaces futures, leur fabriquer des appellations. Faire arrêter neuf personnes au petit matin, par 150 policiers cagoulés, armés jusqu'aux dents, un hélicoptère, des chiens renifleurs d'explosifs, la police scientifique... Les conduire dans des locaux spéciaux. Là, les garder quatre jours en cellule. Quatre jours ponctués d'interrogatoires nombreux et interminables, aux termes desquels n'importe qui serait prêt à avouer que sa grand-mère a conçu les attentats contre le World Trade Center. Pas d'avocat, si ce n'est à la fin, quand on aura eu le temps de les questionner sur ce qui est essentiel dans cette affaire : ce qu'ils vivent, ce qu'ils lisent, qui ils fréquentent. Il faut savoir s'ils ont manifesté, un jour, à Vichy, s'ils ont compris ou commis quelque ouvrage et pourquoi, mais pourquoi ils n'habitent pas seuls, dans un appartement, mais vivent et s'organisent ensemble. Il n'y a plus alors qu'à extraire de cela les éléments adéquats et les retraduire dans le jargon de l'antiterrorisme. Produire ainsi, assortie de détails pittoresques, l'image de neuf clandestins, organisés en cellule, disposant d'un chef, et s'abreuvant d'un manuel de

lutte armée.

Qu'importe que le fameux bréviaire secret se trouvât déjà en possession de plusieurs milliers de lecteurs, qui avaient pu se le procurer dans n'importe quelle librairie. Qu'importe qu'il fût impossible même aux journalistes venus accréditer cette thèse de confirmer tant soit peu ce portrait de clandestins reclus, coupés du monde. Le terme de "terrorisme" a le pouvoir de changer l'eau en vin, et pour ceux à qui on l'applique, chaque aspect de l'existence devient l'objet de soupçons si ce n'est une preuve accablante. L'absence même de preuve devient la preuve qu'on a affaire à des terroristes spécialement retors, des experts de la discrétion. La réalité à partir de laquelle on a construit ici des terroristes, cette réalité, la justice peut toujours la trouver criminelle.

Notons que la SNCF recensait en 2007 vingt-sept mille actes de malveillance contre son réseau ferré. Le sabotage à proprement parler est un acte encore banal dans toute grève, et le mouvement cheminot de l'automne dernier est encore venu le rappeler. Pour autant, et malgré la vive terreur que semble provoquer un blocage du trafic ferroviaire, on n'avait pas encore brandi, dans de tels cas, la catégorie "terroriste", et l'arsenal judiciaire et policier exceptionnel qui l'accompagne. Ce qui s'est passé le 11 novembre est une provocation objective, qui a valeur de test. On assiste donc bien à une dérive législative qui désormais assimile au délit de terrorisme chaque forme d'opposition sociale qui s'oppose aux gouvernements et aux institutions et permet d'attribuer la visée de terrorisme pour des activités comme des piquets de grève, occupations, boycottages ou sabotages de marchandises et infrastructures, alors qu'elles appartiennent à la longue histoire des batailles sociales du mouvement ouvrier. Il va de soi que si l'affaire s'éteint doucement dans le silence, tandis que croupissent en prison ceux qu'on a si grossièrement désignés à la vindicte universelle comme terroristes, rien n'empêchera que ce silence soit interprété comme un assentiment général donné au procédé, et à ses applications à venir. Ici, comme en Italie, en Allemagne ou ailleurs en Europe et aux Etats-Unis, il est clair que l'antiterrorisme n'est pas une série de lois d'exception que chaque pays s'accorde mais bien la base d'un nouveau régime de gouvernement mondial.



Laurence B



LaCrix

De la couardise à la bassesse

La frappe "chirurgicale" qui a atteint Tarnac un 11 novembre 2008, a eu des effets collatéraux dans la région, en particulier sur un certain nombre d'élus régionaux.

Une dizaine de jours après ce spectaculaire, et très médiatique, show anti-terroriste, il s'est trouvé que la commission permanente du Conseil régional (Limousin) a été amenée à tenir une réunion afin de statuer sur l'attribution d'aides.

Un certain Bélézy (président de la fédération MoDem 87 – c'est tout dire !) crut bon de signaler à ses collègues un dossier, à ses yeux, des plus sulfureux ! Le dossier d'aide à la création d'entreprise pour le "Magasin Général" de Tarnac. Et cet individu, sans aucune hésitation, demanda l'ajournement de celui-ci considérant "qu'il est présenté par des personnes mises en cause dans l'affaire des sabotages des lignes SNCF".

Rappelons lui quelques évidences :

- les personnes mises en cause n'ont pas été jugées, par conséquent elles ne peuvent, aujourd'hui, qu'être considérées comme innocentes. C'est la base même de la loi : la présomption d'innocence. Que certains, tels, peut-être, cet élu souhaite plutôt une "présomption de culpabilité", c'est leur droit d'opinion mais pour le moment, ce n'est pas ce qui doit être appliqué, que des personnes les condamnent avant même l'enquête et le jugement, cela peut surprendre.
- le dossier a été "présenté par des personnes". En effet, il y a trois gérants, mais que nous sachions, il n'y a qu'une personne suspectée dans cette affaire. Jusqu'à preuve du contraire, les deux autres sont totalement étrangères à celle-ci. Comment peut-on alors accepter que ces deux personnes se retrouvent responsables collectivement de ce qui a pu arriver à la troisième ?

Après ces rappels élémentaires, on peut s'interroger sur le fait que la demande de l'élu ait été acceptée à l'unanimité ! Cela montre la couardise et la bassesse dont peuvent faire preuve parfois de bonnes gens. Mais gageons qu'à la prochaine présentation du dossier, leur avis, telle une girouette bien huilée, puisse être tout à fait autre si le "vent" médiatique (et d'une bonne partie de l'opinion) a tourné.

Finalement, quoi de plus atterrant et lamentable que ces passe-passes politiques ?

PS : Nous venons d'apprendre que le Conseil régional vient d'avertir les gérants du "Magasin Général" que leur demande de subvention sera représentée à la prochaine commission permanente. Comme nous pouvions nous y attendre, la girouette étant parfaitement huilée et le vent ayant tourné, les courageux élus en question, après avoir hurlé avec les loups anti-terroristes, ont pu retourner leurs vestes sans aucune honte apparemment. La vie politique régionale continue.

Francis Laveix

dans la bibliothèque des inculpés de Tarnac, un journaliste de l'AFP fouille-merde ...



État de l’eau sur le plateau

Sur le plateau de Millevaches, la qualité des cours d’eau est globalement bonne, voire excellente et des populations piscicoles en équilibre sont présentes sur de nombreux linéaires. Cependant plusieurs éléments à enjeux restent à prendre en compte pour conserver cette bonne qualité globale, ingénieur spécialisé en eau et environnement, l’auteur dans cet article nous le rappelle.



Les zones humides

Les zones humides sont très nombreuses mais elles sont menacées de fermeture par le manque d’entretien et la mise en place d’ouvrages destinés à les drainer. Rappelons que les zones humides ont trois fonctionnalités principales : un rôle de filtre, un rôle de régulation des débits et un rôle de préservation de la biodiversité.

Le risque lié au manque d’entretien

Sans entretien approprié, les zones humides évoluent vers une colonisation par des ligneux et elles perdent à moyen terme tout leur intérêt, les fonctionnalités décrites ci-dessus n’étant plus assurées. Les zones humides doivent être gérées pour exister. La solution la plus adaptée au plateau reste le pâturage extensif raisonné par des ovins. Il s’agit d’organiser une rotation rapide de troupeaux d’ovins sur des parcelles de faibles surfaces. De cette manière les refus sont relativement peu nombreux, et les ligneux ne peuvent pas s’implanter. Cette organisation du pâturage demande un accompagnement technique et financier spécifique pour être viable à moyen et long terme. Des mesures agro-environnementales peuvent être mises en place avec les acteurs intéressés.

Le risque lié au drainage

Depuis quelques années (vraisemblablement depuis 2000/2001), l’ensemble des intervenants au niveau de l’eau constate une augmentation des zones humides profondément modifiées du point de vue des écoulements hydrauliques. Il s’agit très souvent de l’implantation de “fossés drainants” dont l’exutoire se trouve au niveau du cours d’eau. Ces fossés abaissent le niveau piézométrique¹ des zones concernées et mettent donc en péril les zones humides. Ces fossés sont souvent réalisés à l’occasion de plantations forestières ou de mises en culture plus ou moins hasardeuses d’anciennes zones humides. Malheureusement, si la mise en culture est généralement un échec, les fossés restent présents. A remarquer également, l’achat, par un nombre croissant d’agriculteurs, d’engins de travaux publics type tracto-pelle, qu’ils utilisent ensuite pour réaliser ces fossés.

Les pollutions diffuses

Le grand nombre d’assainissements individuels présents sur le plateau pose un problème de pollution diffuse. Plusieurs niveaux distincts sont recensés : l’absence de véritable équipement de traitement, le mauvais état de fonctionnement ou la mauvaise implantation. Des SPANC² sont mis en place, cependant, compte tenu de la présence

d’eau sur une grande partie du plateau, les prescriptions techniques relatives à l’assainissement individuel devraient être strictement appliquées. Au contraire, les observations menées montrent :
- des rejets directs dans le milieu (sous prétexte d’une pseudo “auto-épuration” qui n’existe que dans le discours de ceux qui n’ont pas d’équipement).
- des équipements non entretenus, non vérifiés, qui n’ont plus aucune efficacité après plusieurs dizaines d’années.
- des équipements implantés dans le lit majeur de cours d’eau, ce qui revient à un rejet direct dans ce cours d’eau.
[Pour ouvrir le débat, voir l’article sur l’assainissement, “Doit-on épurer nos standards de modernité ?” page suivante]

Les modes de gestion des bassins versants

L’exploitation forestière et la création de pistes entraînent sur certains bassins versants du plateau des perturbations au niveau des cours d’eau. Les pentes importantes favorisent en effet les arrivées massives de sables et de matières organiques dans les cours d’eau, dès qu’un sol se retrouve sans végétation (ce qui est le cas des pistes et de certaines coupes). A noter que la création de fossés “tampons” à l’aval des zones forestières exploitées et des pistes est une opération simple, peu coûteuse, et très efficace.

La gestion de la ripisylve³

Sur une partie du linéaire des cours d’eau, la ripisylve n’est pas gérée. Soit elle est absente, soit elle s’est développée de manière “sauvage”. Le premier cas entraîne une fragilisation des berges, un méandrage anormal du cours d’eau, la création d’atterrissements importants qui peuvent perturber la continuité écologique, et la dégradation de la qualité de l’eau (augmentation des matières en suspension). Le second cas pose, à terme, des problèmes d’embâcles⁴ (multiplication des embâcles dès qu’un évènement climatique un peu atypique survient).

Les seuils

Certains seuils, principalement d’anciennes prises d’eau pour des biefs⁵ de moulin sont actuellement en très mauvais état, et n’ont plus aucune fonctionnalité. Ils représentent cependant un obstacle à la libre circulation piscicole et sédimentaire. Dans la mesure où leur état actuel ne permet pas d’envisager leur remise en état, la question de leur effacement peut se poser. Ces effacements peuvent

être envisagés en fonction des sites et avec l’accord des propriétaires. Les cas qui aboutissent sont très rares dans la mesure où un seuil, même en très mauvais état conserve souvent une valeur “patrimoniale” pour le propriétaire. Beaucoup de communication et de pédagogie sont nécessaires !

Les étangs

Quelques étangs sur le plateau sont en très mauvais état et présentent un risque potentiel pour le milieu aquatique. Il s’agit principalement d’étangs non vidangés depuis plusieurs dizaines d’années, et colmatés par les sédiments. Dans ces conditions, toute vidange, volontaire ou accidentelle, représente un risque important pour le cours d’eau aval. Un départ massif de sédiments peut colmater plusieurs kilomètres de cours d’eau. Les conséquences de ces épisodes sont malheureusement bien connues : au moment de l’arrivée des sédiments il y a destruction de toute vie aquatique par absence d’oxygène, ensuite (parfois pendant plusieurs années) le colmatage des frayères empêche toute reproduction. Il faut insister sur l’obligation de mettre des solutions en oeuvre. En effet, plus le temps passe et plus la remise en état de ces étangs devient difficile et l’idée assez répandue de laisser l’étang se colmater pour devenir ... un pré ... ou autre est une aberration technique et hydraulique. Cette solution n’existe pas ! Les deux seules solutions sont la remise en état de l’étang ou son effacement.

Remarque

Attention tout de même, il s’agit ici de la liste des éléments “problématiques” à moyen ou long terme. Il ne faut pas perdre de vue que le plateau reste une référence en terme de qualité de l’eau (pour l’instant), et que à notre niveau c’est, et de très loin, le meilleur milieu que nous ayons eu à étudier !



¹ Niveau supérieur de l’eau stable dans un aquifère. C’est le toit de la nappe souterraine. Aquifère : réservoir formé de roches perméables
² Service public d’assainissement non-collectif
³ Forêt bordant un cours d’eau ou une zone humide
⁴ Obstruction du cours d’eau par un amas de branches
⁵ Canal qui relie un cours d’eau à une machine hydraulique

Assainissement

doit-on épurer nos standards de modernité ?



L'apogée de la chasse d'eau

L'assainissement des eaux usées est depuis toujours un problème majeur de salubrité et de santé publique pour lesquels les sociétés antiques ou modernes ont dû trouver des solutions. La chasse d'eau des WC telle qu'on la connaît aujourd'hui, dans les pays riches, est finalement assez récente, même si la première daterait de 1595. Ainsi certains affirment que les deux inventions ayant révolutionné le XX^e s. furent la télécommande et la chasse d'eau. Démocratisée après 1945, la chasse d'eau est apparue alors comme un bienfait de civilisation, un emblème de modernité. Il est vrai que bon nombre de maladies graves ont disparu sous nos latitudes avec l'arrivée de l'eau courante dans les maisons. La toilette quotidienne devenait facile tout comme l'évacuation des "sous-produits" de notre métabolisme.

Les bienfaits du tuyau

Malheureusement, la chasse d'eau est arrivée avant le tout-à-l'égout et avant les stations d'épuration. Conséquence, l'émergence de gigantesques pollutions des milieux naturels, comme dans la Seine jusque dans les années 80, ou dans le lac d'Annecy, vaste réceptacle mettant bien en évidence ce qui était peut-être moins visible ailleurs quoique tout aussi pollué. Mandatés par nos politiciens d'alors, nos brillants "ingénieurs du tuyau" ont investi tout leur génie dans la mise en œuvre des fameux réseaux de tout-à-l'égout et de stations d'épuration. Outre le regain de salubrité, la récupération et le traitement des eaux usées ont permis, dans un premier temps, à nos rivières, fleuves et littoraux de retrouver une odeur acceptable et une santé relative.

L'ère des grands travaux

Réservées aux villes au départ, les techniques "modernes" d'assainissement, considérées comme "le progrès incarné" ont finalement gagné la campagne, quitte parfois à engloutir les budgets communaux pour des décennies. Avec la création des six agences financières de bassin en 1964, dénommées aujourd'hui agences de l'eau, il aura fallu mobiliser les fonds de gigantesques programmes financiers pendant 40 ans, pour aboutir au réseau actuel d'assainissement quasi complet dans les villes, même si certains points noirs demeurent. Progressivement a pu naître un véritable business de l'assainissement axé sur la

logique du tuyau et du béton et améliorant sans cesse les techniques d'épuration au gré de l'évolution des normes de rejet au milieu naturel : traitement primaire, secondaire puis tertiaire parfois additionné d'une unité de déphosphatation et/ou de dénitrification. Ainsi est apparue toute une cohorte d'installations d'épuration complexes, gourmandes en entretien, en énergie et en compétences techniques, parfois mal dimensionnées et souvent totalement inadaptées au contexte local, notamment en zone rurale. Tout cela pour un rendement épuratoire maximum de 50 à 60%. De plus, cette innovation d'alors était dotée d'un vice majeur : le désintéressement complet du citoyen vis-à-vis du devenir de ses eaux usées et donc aussi de son impact sur l'environnement, trop content de pouvoir laisser cette tâche à l' élu.

Le tout-à-l'égout en question

Derrière le sentiment de propreté instantanée à la maison, se cache toute une cohorte de problèmes croissants et de plus en plus insolubles : consommation exponentielle d'eau potable dont 26% pour les WC, pollution permanente à l'azote et au phosphore des rivières par concentration en un point de flux croissants insuffisamment traités des stations d'épuration, pollution des sols agricoles (métaux lourds en particulier) liée à l'épandage des boues de station, pollutions ponctuelles liées au sous-dimensionnement des stations par temps de pluie du fait de l'imperméabilisation croissante des sols, pollutions par les hormones contraceptives et autres molécules médicamenteuses rejetés à l'amont de captages d'eau potable. Telles sont les tristes réalités du choix généralisé du tout-à-l'égout. Malgré toutes les avancées techniques et la réglementation sans cesse croissante, les solutions trouvées pour l'assainissement des eaux usées depuis 50 ans apparaissent aujourd'hui avec l'expansion démographique des villes et l'émergence de la société chimique initiée avec l'eau de Javel, comme une gigantesque impasse. De plus, à l'heure où trois quarts de la planète souffrent et meurent du manque d'eau potable, nous consommons environ 40 L. d'eau potable par jour et par personne pour évacuer 1,5 à 2 L. d'urine et 150 à 200 g. de matières fécales.



ANC versus tout-à-l'égout

Arrivé au terme d'une certaine politique d'assainissement qui, loin d'avoir réglé tous les problèmes, en a créé de nouveaux, des solutions différentes

commencent à être promues. Certaines d'entre elles ont été mises en œuvre depuis longtemps, telles le lagunage ou les filtres plantés, par des élus et techniciens plus clairvoyants. A l'heure où les crises semblent s'additionner, à la fois écologique, climatique, énergétique, il semble que s'amorce un début de prise de conscience pour envisager les choses autrement. La plus faible disponibilité des moyens publics et les textes de lois récents accroissent encore la logique d'épuration à la source en utilisant les capacités épuratoires des sols. Ainsi la montée en puissance de l'assainissement non collectif (ANC) ou autonome témoigne déjà d'une évolution des paradigmes. Accepter cette technique, c'est reconnaître qu'épurer ses eaux est une chose simple et efficace si l'on respecte quelques principes de base, et que cela peut se faire chez soi pour peu qu'on dispose d'un minimum de terrain non arboré. Certains préféreront même l'épuration aérienne par bassins plantés, ou phyto-épuration, qui a le grand mérite de rendre visible la dépollution opérée et les accidents éventuels. De toute façon, désormais, quel que soit le moyen mis en œuvre, seul compte le résultat à la sortie.



Toujours plus loin, les toilettes sèches

Pour autant, concernant les WC, il est possible d'aller plus loin si l'on veut bien réintégrer l'homme au sein de la biosphère et si l'on considère alors que ce qu'il produit doit être réinjecté dans le cycle perpétuel de la matière organique. Dans ce cas, il apparaîtra à chacun comme évident que l'usage de l'eau et de l'égout pour évacuer ses excréments n'est pas la solution la plus opportune. C'est ce que démontre l'utilisation croissante des toilettes sèches ou TLB (toilettes à litière biomaitrisée). Cette solution encore complètement marginale en France se généralise en Europe du Nord, à tel point que des villages et quartiers entiers l'adoptent, y compris dans des immeubles bien conçus. Cette technique ne s'apparente en rien aux toilettes du fond du jardin, elle repose simplement sur l'idée que ce que nous émettons doit repartir via un cycle de dégradation aérobie pour permettre la fertilisation des sols et non la pollution des eaux.

Vincent Magnet

Vincent Magnet habite Gentioux et est par ailleurs chargé de mission eau au PNR Millevaches
v.magnet@laposte.net

L'eau potable, régie directe ou délégation au privé ?

Comme la loi de 1992 le rappelle, l'eau est un bien commun et sa gestion est confiée aux communes. Au même titre que pour la restauration scolaire ou les ordures ménagères, les élus peuvent déléguer cette gestion à une entreprise privée. Un choix qui a donné lieu à des débats passionnés ! Des communes nous expliquent les atouts et les contraintes de la régie directe.

Apparue au début des années 80, la délégation de service public au privé est une notion de droit français. Les communes restent propriétaires des infrastructures et l'entreprise privée assure le traitement, la distribution de l'eau et son assainissement, l'entretien des réseaux et la facturation. Trois entreprises se partagent le marché (sans réelle concurrence d'ailleurs car elles se sont mises d'accord implicitement sur des secteurs géographiques) : Véolia (40%), Suez (27%) et Saur-Bouygues (10%). En 2001, la gestion par délégation privée atteignait 77% mais, suite à de nombreuses critiques, on assiste à un retour de la régie directe, à l'instar de la ville de Paris. L'accent est souvent mis sur la diminution du prix de vente mais ce bénéfice ne doit pas être exagéré car il dépend de nombreux paramètres. En revanche, le bénéfice est immense en terme de maîtrise de l'intérêt général. Les entreprises privées assurent que, dans un système délégué, la puissance publique conserve toutes ses prérogatives au service de l'intérêt général, l'entreprise n'apportant que son efficacité technique et économique. Mais la réalité montre qu'il n'en est rien. Le petit village peut-il réellement contester des décisions prises par ces géants de l'eau ? Que vaut la supériorité technique dans un système automatisé où le moindre contact avec un technicien passe par un serveur vocal national ? Quant à la soi-disant meilleure efficacité économique, ne vient-elle pas d'une gestion du personnel privilégiant les actionnaires au détriment des salariés ?

Pour réussir sa gestion en régie, plusieurs conditions doivent toutefois être réunies :

- le bon moment : pour revenir en régie, il faut profiter de la fin d'un contrat avec la société privée car casser un contrat peut être onéreux. Si vous n'êtes pas encore prêt, prolongez le contrat d'un an, ne signez pas pour 10 ans de plus !
- la taille du réseau : le millier d'abonnés permet d'employer deux personnes à temps plein, le minimum. En dessous, la recherche de regroupements avec collectivités gestionnaires paraît souhaitable.
- l'équipe technique : elle doit être équipée, bien formée, et se sentir responsable.
- une vision stratégique : afin de pouvoir réaliser les investissements nécessaires et se préparer aux aléas, la gestion doit avoir pour objectif de pérenniser le réseau plutôt que de se targuer d'un faible prix de vente.

Yvan Tricart et Jean-François Préssicaud



Royère de Vassivière : une décision politique

Après des années de gestion par la SAUR, la commune de Royère s'est posée la question du retour en régie. En effet, le contrat arrivait à expiration et le coût annuel (76 000 €) ne semblait pas être justifié par une qualité de service rendu. De plus, l'équilibrage du budget aurait nécessité une forte augmentation du prix du mètre cube. Pour faire son choix, la commune a commandé un diagnostic du réseau et une étude de faisabilité à la DAAF, où est apparu que le retour en régie était tout à fait possible mais ne présentait pas nécessairement d'avantage financier. Il s'agissait donc surtout d'une décision politique. Considérant qu'un tel service public ne devait pas être une source de profit, le retour en régie a été décidé en décembre 2006 et les mesures qui s'imposaient ont été mises en place : formation du personnel, investissements en équipement, organisation du travail entre les ouvriers municipaux. Certaines opérations, cependant, sont confiées à des intervenants extérieurs. Mais le résultat est positif car la régie permet de maîtriser le budget eau et, surtout, redonne toute sa place à la collectivité dans le contrôle de cet élément clef de l'aménagement du territoire.

Madelaine Lemeignan
ancienne conseillère municipale de Royère

Le Palais sur Vienne : un prix plus bas et plus équitable

Le grand intérêt du retour en gestion directe par la commune ou le syndicat intercommunal est la maîtrise du coût de l'eau. Une entreprise privée se doit de faire du bénéfice, pour les actionnaires et

pour payer les sièges régionaux et nationaux, la publicité... Une régie n'a pas ces charges. Au Palais sur Vienne, où le retour en régie a été voté en 2001, le prix de l'eau a baissé de 30% et il est resté stable depuis, alors qu'il augmentait de 6 à 10 % par an dans le cadre de la gestion de la SAUR. Ce choix a également permis un débat sur l'abonnement, que nous avons décidé de supprimer. Ne correspondant à aucun service défini, c'est souvent le bénéfice que prend la société privée, et avec 6 mois d'avance. La nouvelle loi sur l'eau précise qu'il faut tendre à le rendre le plus faible possible car il est socialement injuste : le petit consommateur d'eau paie l'eau plus chère au m³ qu'un gros consommateur ! Les exemples que nous connaissons montrent que partout où il y a eu retour en régie, le prix a baissé et la qualité du service y a gagné.

Yvan Tricart
conseiller municipal du Palais sur Vienne et
membre d'Attac 87

Felletin : le choix de l'indépendance

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de la Haute-vallée de la Creuse regroupe trois communes : Clairavaux, Croze et Felletin, qui comptent ensemble 1400 abonnés et commercialisent entre 100 à 120 000 m³ d'eau. En régie directe depuis sa création dans les années 1960, le syndicat est confronté à plusieurs difficultés :

- le faible débit des sources : parfois la production est inférieure à la consommation et il faut avoir recours à une alimentation de secours.
- l'acidité de l'eau : l'eau de source non traitée est très appréciée par les abonnés, mais son acidité qui va de pair avec une faible minéralisation et une excellente qualité bactérienne, la met quelquefois au-dessous du PH minimum de 6,5. Ce n'est pas dommageable pour la santé humaine, mais favorise la corrosion des vieilles canalisations en fonte. Heureusement il n'en existe pas en plomb qui présenteraient, elles, un danger.
- le coût des analyses : Les analyses de la DDASS deviennent de plus en plus nombreuses et sophistiquées donc plus onéreuses. Elles peuvent même conduire à des travaux très lourds (ex : installation d'unités de traitement contre l'arsenic suite à un durcissement de la norme).
- la diminution des subventions : Les aides de L'Etat et des agences de l'eau ont considérablement diminué, aussi les charges du syndicat s'alourdissent.

Pour pallier ces difficultés, les élus se sont donnés les moyens d'une véritable indépendance, en formant et en équipant une équipe technique. Cette performance a un coût qui se répercute sur le prix de vente. Actuellement un peu inférieur à la moyenne départementale, il devra certainement être réajusté à la hausse. La gestion en régie a eu une conséquence très favorable en ce qui concerne le refus de neutraliser (diminuer l'acidité par un traitement approprié) l'eau distribuée. Connaissant l'attachement de la population à l'eau de source non traitée du syndicat, les élus ont refusé de s'engager dans la voie indiquée par les autorités sanitaires. C'est un choix qu'une entreprise privée n'aurait pas pu faire car elle n'aurait pas eu la légitimité nécessaire pour prendre une telle décision.

Jean-François Pressicaud
ancien conseiller municipal de Felletin.

Le Limousin, laissé pour compte des politiques de gestion de l’eau

Du 15 avril au 15 octobre 2008 une consultation publique s’est déroulée avant l’adoption du nouveau SDAGE (Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux). Les Verts en Limousin ont dénoncé le manque de vision globale stratégique de ce projet pour le bassin Loire Bretagne, centré sur un unique objectif de “dépollution” des territoires les plus atteints... au détriment de ceux encore préservés comme le Limousin.

SDAGE... Quésako ?

Depuis la loi sur l’eau de 1992, la France a instauré une gestion de l’eau par grands bassins hydrographiques. Au nombre de six, chaque bassin est géré par une Agence de l’eau qui a en charge la réalisation et le suivi de son SDAGE : Schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux. Le Limousin et le plateau de Millevaches en particulier, situés sur une ligne de partage des eaux, se trouvent sur un territoire de “tête de bassin versant”, à cheval entre le Bassin Loire-Bretagne, incluant une grande partie de la Haute-Vienne et de la Creuse, et le Bassin Adour Garonne, incluant la Corrèze et l’extrême sud de la Haute-Vienne. La Directive Cadre Européenne sur l’Eau (DCE) adoptée en 2000 demande aux Etats membres la mise en œuvre d’une gestion concertée de la ressource en eau et leur impose une obligation de résultat ayant pour objectif “d’atteindre le bon état de toutes les eaux à l’horizon 2015”. Pour répondre à ces obligations, la France doit réviser son premier SDAGE qui date de 1996.

Que contient le SDAGE ?

En 2004 un état des lieux a été réalisé sur les six sous-bassins que compte le Bassin Loire Bretagne. En 2005 le comité de bassin, constitué de représentants de l’ensemble des acteurs, a commencé à travailler autour des 15 grandes questions de la première consultation publique. Issu de ces travaux, le SDAGE décrit, pour une période de 6 ans, la stratégie adoptée pour retrouver un bon état des eaux en tenant compte des facteurs naturels, techniques et économiques, sur chacun des sous-bassins. Il aborde tous les sujets qui font la gestion de l’eau : aménagement des cours d’eau, pollutions, maîtrise des prélèvements d’eau, protection de la santé, préservation des zones humides, du littoral et de la biodiversité, inondations, etc. C’est un document opposable devant la loi qui propose un programme de mesures chiffrées et localisées.

Un nouveau projet discutable

Premier constat, le principe “pollueur -payeur” n’est absolument pas pris en compte dans la nouvelle tarification des redevances payées à l’agence. Ce sont les ménages qui supportent la majeure partie des redevances alors que la lutte contre les pollutions agricoles et industrielles dépasse 50 % des

dépenses prévues dans le projet de SDAGE ! Deuxième constat, le nouveau projet de SDAGE devait préserver les têtes de bassin mais de fortes contradictions existent entre les objectifs attendus dans le document du SDAGE et les moyens mis en œuvre pour les atteindre à travers notamment le programme de mesures. La fragilité des têtes de bassins, leur vulnérabilité face aux pollutions actuelles, ne pourra attendre la dépollution complète (!) de toutes les masses d’eau en aval. Il faut agir simultanément sur les deux fronts : celui de l’aval et celui de l’amont des cours d’eau. On devrait appliquer dans le SDAGE un “principe de précaution” sur les têtes de bassin.

Quatre propositions

Réduire le phosphore et l'eutrophisation

Le SDAGE prévoit de poursuivre la réduction des rejets directs de phosphore. Les plans d’eau identifiés comme étant un réel problème sont ceux de plus de 50 ha. Le SDAGE fait abstraction totale des territoires sensibles, à forte densité de plans d’eau, construits en majorité sur des petits cours d’eau comme sur le bassin Vienne Creuse (17 000 plans d’eau recensés), pourtant identifiés comme une des causes majeures de la forte dégradation de la qualité des masses d’eau. Il faut donc interdire le rejet de tous phosphates industriels et domestiques dans les dispositifs d’assainissement d’ici à 2015 et mettre en place des mesures spécifiques sur les territoires de tête de bassin à forte densité de plans d’eau quelle que soit leur taille, à partir du moment où ils compromettent la restauration physique et fonctionnelle des cours d’eau.

Maîtriser la pollution par les pesticides

Le SDAGE demande assez timidement la promotion des méthodes sans pesticides, la formation des professionnels, la prise de conscience des utilisateurs. Mais il ne fixe aucun objectif chiffré à atteindre en 2015 pour réduire l’usage des pesticides, aucune mesure stricte concernant la protection de la qualité des eaux à proximité des aires de captage d’eau destinée à l’alimentation en eau potable. Il faut donc restreindre ou interdire l’utilisation de pesticides par arrêtés préfectoraux aux zones amont des têtes de bassin versant, en raison de leur grande vulnérabilité aux pollutions de

surface et de l’absence de nappe profonde permettant une réserve d’eau potable. Un programme chiffré annuel visant la réduction de 50% des pesticides en 2015, en agriculture et dans les espaces publics doit être mis en place sur l’ensemble des territoires. Il faut enfin interdire tout usage de pesticides dans les périmètres rapprochés des captages.

Réduire les pollutions organiques

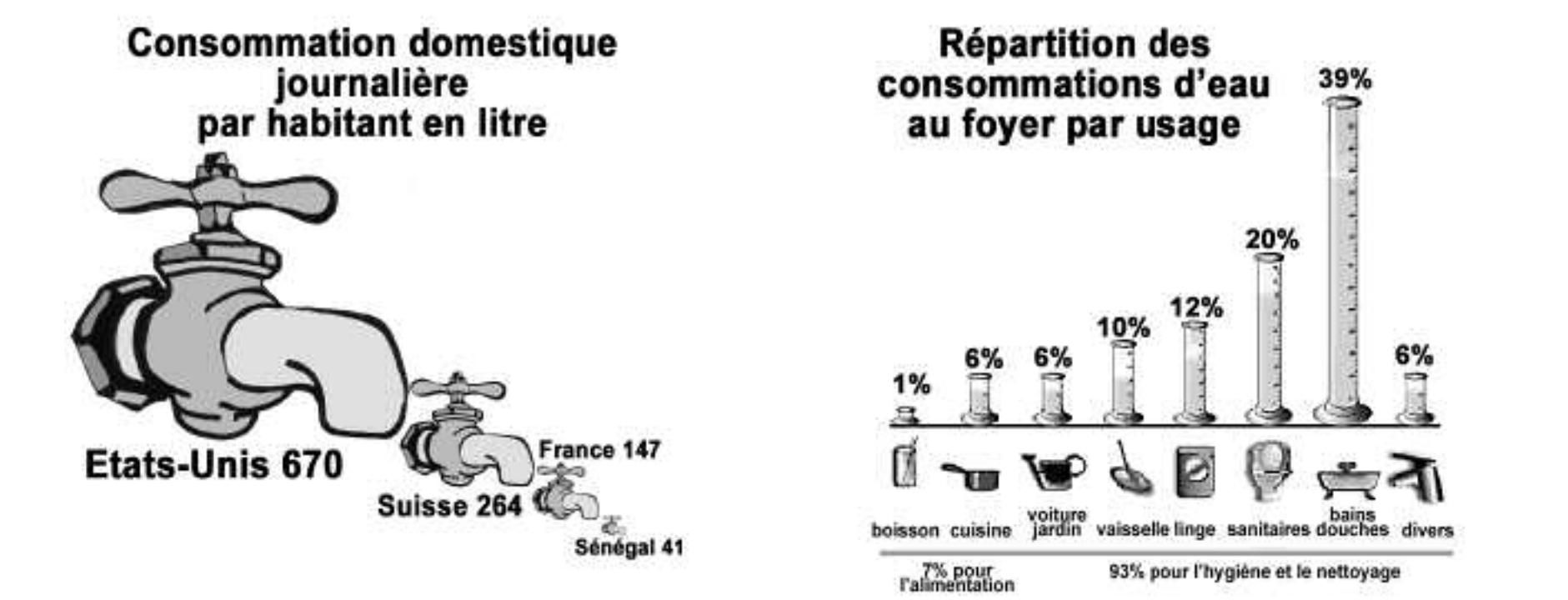
Bon nombre de petites collectivités en milieu rural n’ont pas construit les stations d’épuration collectives définies dans leur plan de zonage d’assainissement, du fait de la complexité de réaliser des petites unités et de la disparition des financements de l’Agence de l’eau. En conséquence, les rejets continuent de polluer. Il faut donc aider à l’amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées collectives, quelle que soit la taille des agglomérations, dans les zones de tête de bassin (en raison de leur grande vulnérabilité aux pollutions de surface) situées en amont des zones de captage d’eau destinée à l’alimentation en eau potable.

Préserver les zones humides

Les zones humides prennent une place importante dans le projet de SDAGE par leur intégration dans les documents d’urbanisme. Sur les territoires des SAGE (Schéma d’aménagement et de gestion des eaux), des inventaires précis peuvent être réalisés. Hors SAGE ces inventaires restent à la bonne volonté et à la charge financière des collectivités. Il faut donc imposer à toutes les collectivités d’identifier les zones humides et de définir les zones humides d’intérêt environnemental ou stratégique pour la gestion de l’eau, en vue de leur intégration dans les PLU (Plans locaux d’urbanisme).

Bernadette Freydet
responsable du CPIE Creuse et membre des Verts

Pour en savoir plus : www.eau-loire-bretagne.fr



Une peste de plus avec les pesticides

3ème partie - Les pesticides dangereux pour nos enfants

Les pesticides sont-ils dangereux pour les enfants ? Sans hésitation, oui... et même très dangereux pour le fœtus. Des études épidémiologiques réalisées chez des familles d’agriculteurs ou dans la population générale ont permis d’établir une association entre l’usage par les parents de pesticides et certaines anomalies congénitales, des leucémies, des tumeurs cérébrales et autres pathologies pédiatriques. Détaillons d’abord les transferts des pesticides dans nos tissus, et plus particulièrement dans ceux de nos enfants.

Chez le fœtus et le bébé

De nombreuses études ont trouvé des pesticides (ou leurs métabolites) dans différents tissus ou annexes du fœtus ou du nouveau-né : tissu adipeux, liquide amniotique, méconium (première selle du nourrisson), sang ou tissu de cordon ombilical. Ceci ne paraît pas anormal au regard d’autres études qui révèlent la présence de pesticides dans le sang maternel, le tissu adipeux ou le placenta de la mère au moment de l’accouchement. Une mère enceinte contamine son fœtus par ce qu’elle mange et par ce qu’elle respire. En 2006, une analyse du sang du cordon ombilical menée par des chercheurs américains avait montré que 250 substances chimiques s’y trouvent dès la naissance. Une analyse des premières selles du nouveau-né montre également que des centaines de substances chimiques s’y trouvent. La présence de substances synthétiques dans le sang ou le cordon ombilical indique clairement que le placenta n’a pas joué son rôle de filtre. Ce fait est notamment rendu possible par le caractère lipophile de certains pesticides (ex. le malathion, matière active rencontrée couramment dans les insecticides). Cette contamination précoce est alors une empreinte indélébile car elle s’accumulera dans les tissus de l’individu au fil de ses expositions aux substances chimiques liposolubles.



Une étude réalisée auprès de jeunes espagnols de 18 ans dans la région d’Almería en Andalousie, région d’agriculture intensive sous serres, a permis d’identifier chez ces individus plus de 200 dérivés chimiques dans le sang. Nos enfants sont donc une population plus sensible aux pesticides.

Pourquoi nos enfants courent-ils davantage de risques ?

Ils mangent et boivent plus que les adultes, toutes proportions gardées. Conséquence : ils absorbent davantage de pesticides proportionnellement à leur taille. Ils respirent plus rapidement et absorbent la nourriture de manière plus efficace que les adultes. Ils ont un système moins développé et moins apte à dégrader les pesticides, particulièrement dans le cas des fœtus. Ils rampent sur le sol et ont tendance à porter leurs mains et les objets à la bouche. L’enfant n’est pas un petit adulte : il n’est pas capable de métaboliser, de détoxifier et d’excréter les substances toxiques comme l’adulte. Son système immunitaire est immature. Sa peau, très

perméable aux agents lipophiles, les absorbe plus rapidement que l’adulte.

Quels effets potentiels ?

- des anomalies congénitales. En 2002, le Professeur Charles Sultan a réalisé une étude à partir de 2043 naissances suivies à la maternité montpelliéraine Clémentville. Sur 1033 garçons, 25 avaient une malformation urogénitale (micropénis, pseudo-hermaphrodisme, hypospadias : l’orifice de l’urètre n’est pas au niveau du gland, cryptorchidie : testicules non descendus). Il conclut avec ces mots “Un enfant d’agriculteur a quatre fois plus de risques d’avoir une malformation génitale”.
- une insuffisance de poids à la naissance liés à des retards de croissance intra-utérine, avec des risques accrus de diabète
- un retard de développement du cerveau et troubles du système nerveux
- des cancers : notamment leucémies, tumeurs cérébrales et cancers du rein.

Dans une interview réalisée en 2005, le Pr Sultan déclarait que le cancer précoce des testicules a été multiplié par 4 sur les 15 dernières années en France.

- des interférences avec les hormones du corps qui contrôlent la croissance et le développement. Le développement de la glande mammaire est prématuré chez certaines petites filles, ce qui pourrait s’accompagner d’un risque accru de cancer du sein.

Des études sur l’exposition précoce au Fipronil (substance active du Gaucho, insecticide autorisé pour le traitement des semences des betteraves et des céréales suivantes : blé, orge, seigle, triticale et avoine) ont montré qu’elle pouvait faire chuter les hormones mâles de 20 à 30%. Or, ces hormones ont une action qualitative et quantitative sur le développement du système nerveux. Quantitativement, cette perte hormonale se traduira par des déficiences psychomotrices, qualitativement, c’est l’identité sexuelle de l’individu qui risque d’être perturbée. L’activité ‘oestrogéno-mimétiques’ des pesticides sur des lignées cellulaires humaines a été démontrée : ces derniers miment l’activité des oestrogènes, hormones femelles, et ont un comportement anti-androgéniques. Cette activité se traduit par des modifications du code génétique contenu dans l’ADN. On peut alors comparer l’action de ces pesticides à celle d’un médicament autrefois prescrit aux femmes enceintes pour le maintien de leur grossesse, le ‘distilbène’. Cet exemple montre que la contamination peut s’exprimer plusieurs années après l’exposition. Il a fait émerger le concept de l’origine fœtale d’une pathologie adulte. Ces pathologies s’expriment par des malformations génitales, des précocités pubertaires, des cancers du sein, de la prostate ... De plus, l’exposition multiple aux substances chimiques (pesticides, pollution d’intérieur, pollutions industrielles) rendent ces effets plus nocifs.

Avec ces 3 articles (IPNS n° 23, 24 et 25), nous avons montré que l’usage généralisé des pesticides homologués est une source de pollution pour



les-renseignements-geneux.org

l’environnement et pour la santé des humains. Comme le rappelait Jean Rostand “*Attendre d’en savoir assez pour agir en toute lumière, c’est se condamner à l’inaction*”. Comme il est urgent que nous agissions dans notre quotidien, nous évoquons quelques alternatives aux pesticides dans le prochain numéro d’IPNS.

Monique Douillet

Scepticisme devant les méthodes d’évaluation des pesticides

L’évaluation de la toxicité d’une matière active sur la santé à long terme repose sur la DES, Dose Sans Effet. C’est la dose la plus élevée d’une matière active qui ne provoque aucun effet décelable chez 2 générations d’animaux soumis à expérimentation (souris, lapin, rat, ...).

A partir de la DES, d’autres doses sont définies, notamment la DJA, Dose Journalière Admissible pour l’homme. C’est la quantité de matière active, par kilo de poids corporel, que pourrait absorber une personne, quotidiennement, durant toute sa vie, sans que cela ne lui pose des problèmes de santé (mg/kg/jour). Le calcul de la DJA est une extrapolation de la DES en appliquant des facteurs de “sécurité”, généralement en divisant par mille la DES. Cette méthode est certes codée scientifiquement. Mais, est-elle fiable pour rendre un produit homologué sécurisant ?

Rien ne prouve que la DES pour un animal divisé par un facteur 1000 soit une garantie de dose sans effet pour l’homme (la DJA). Ainsi il a été montré *in vitro* que les cellules humaines précurseurs des lignées hématologiques sont 1 000 fois plus sensibles au lindane que les mêmes cellules chez le rat. Chaque matière active est évaluée séparément. Or, dans notre environnement, nous sommes exposés simultanément à plusieurs pesticides, à des doses faibles. Or, aucun effet de cumul de ces molécules sur la santé n’est évalué. Pourtant, plusieurs études montrent qu’il peut y avoir des effets de synergie liés à la présence simultanée de plusieurs molécules. Une étude de 1996 a mis en évidence des effets de synergie entre des pesticides aux potentiels oestrogéniques faibles. Les effets des mélanges de pesticides étaient de 150 à 1600 fois plus importants que ceux des pesticides pris isolément.

En matière de toxicologie, 1 + 1 est parfois bien supérieur à 2 ...

Moutonniers sur la paille

Les 4 et 5 septembre derniers, la Confédération Paysanne a emmené ses moutons à Limoges pour perturber le colloque européen “Enjeux et avenir de la filière ovine“. Une énième table ronde, à l’heure où les éleveurs ont cruellement besoin de monnaie sonnante et trébuchante. Derrière la survie des moutonniers, c’est celle des paysages et du dynamisme rural qui est en jeu !



Pas farouches, les brebis cheminent sagement en troupeau dans les rues de Limoges, ce jeudi 4 septembre, suivies d’une centaine de militants de la Confédération Paysanne. Les badauds sourient devant ce cortège improbable. Mais la situation n’invite pas franchement à la rigolade. C’est qu’il y a urgence : les moutonniers sont en train de crever. “Aujourd’hui, je n’arrive plus à faire face aux investissements que j’ai engagés lors de mon installation ni à faire vivre ma famille. Pourtant, mon exploitation a techniquement des résultats très corrects“ s’alarme Dominique Bouzage, 32 ans, dans *Campagnes Solidaires*, le mensuel de la Conf’. “Aucun salaire dégagé, des factures qui s’accumulent : la vie au jour le jour devient un casse-tête. Depuis longtemps les vêtements sont d’occasion. Beaucoup de choses sont à bout de souffle et nous aussi“ témoignent Marie-Pierre et Philippe Camus, éleveurs dans la Nièvre. Sur France 3 Limousin, un éleveur à Janailhac explique qu’il dégage 260 € de salaire mensuel en travaillant de 7h à 21h !

Mais comment en est-ton arrivé là ?

Certes, la hausse du prix des carburants et des céréales fourragères, ou l’épidémie de la fièvre catarrhale n’ont pas arrangé les choses. Mais la crise ovine est avant-tout la conséquence de la libéralisation du marché, entamée dans les années 80. Les frontières se sont ouvertes à la Nouvelle Zélande et à l’Australie, qui ont des coûts de production bien moindres. Résultat : 60% de notre consommation de mouton est importée de l’autre bout du monde. Une invasion de gigot pas cher, qui a décimé les moutonniers français : la moitié d’entre eux a disparu en 15 ans. Aujourd’hui, les agneaux sont payés moins cher aux éleveurs qu’il y a 20 ans et le revenu moyen d’un moutonnier s’élève à 700 €... “La filière ovine a été littéralement sacrifiée, cela a commencé à se voir sur la laine, puis sur la viande. Par contre, on a misé sur le boeuf : contingents d’importation, soutien technique, subventions...” explique Guillaume Challet, permanent de la Confédération Paysanne Limousin. En terme d’aides, il faut 7 brebis pour faire une vache !

ils étaient 400 paysans, dont plusieurs syndicalistes espagnols, à s’être rassemblés autour du site hyper protégé où les ministres européens (Irlande, Roumanie, Angleterre et Espagne) tenaient conférence. Tandis que le gros des troupes est parvenu à bloquer une demi-heure l’autoroute A20, une vingtaine de militants s’est infiltrée jusqu’à la conférence pour interpeller Michel Barnier. Il s’est engagé à demander un plan de soutien immédiat à Bruxelles. Reste à savoir quelle somme en sortira. Car, comme le dit très justement Marjolaine Maurette, présidente de Solidarité Paysans Limousin² “Si l’Europe n’accorde pas 35 € par brebis, alors nos moutonniers se mettront au Rmi. Et là, ça coûtera beaucoup plus cher à la collectivité ! La moitié des moutonniers aura disparu quand les aides d’urgence dont nous parlons aujourd’hui seront enfin mises en place !”.

“A long terme, le but n’est bien-sûr pas de vivre des aides, mais de nos productions. Pour cela, il faut remettre une autre politique en marche, celle de la souveraineté alimentaire. Malheureusement, Mariann Fischer Boal (commissaire européenne à l’agriculture, absente à la conférence de Limoges) ne nous donne pas beaucoup de signes dans ce sens-là“ déplore Philippe Revel, porte parole de la



Confédération Paysanne Corrèze. Contre toute attente, certains paysans expérimentent des alternatives. Ainsi le Gaec Alys, à Eymoutiers (87), qui a créé sa propre marque et vend directement aux bouchers et aux restaurateurs. D’autres investissent dans un atelier de découpe pour fournir les consommateurs sans intermédiaires. Pour Anne Lacroix, éleveuse et productrice de fromage de chèvre, “la vente directe peut être une piste qui valorise davantage l’agneau. Mais pour réussir il faut un rayon d’action très important et passer outre les nombreux obstacles comme la disparition des abattoirs de proximité ou la nécessité de vendre sous deux jours car la viande est fragile. Ce n’est donc pas une solution généralisable“. Mi-novembre, le gouvernement a dévoilé son plan d’urgence pour sauver les éleveurs : largement insuffisant selon la Conf’. Quant au compromis sur la réforme de la PAC, annoncé le 20 novembre, il s’obstine dans la dérégulation des marchés. La suite dans les urnes, pour les élections européennes...

Emmanuelle Mayer
(article paru sur www.politis.fr)

crédit photos : Emmanuelle Mayer

- 1 : *Le Monde* du 6 septembre
- 2 : Association nationale venant en aide aux paysans en difficulté



Pour assurer la survie immédiate des éleveurs, la Confédération Paysanne a réclamé fin août une aide d’urgence de 35 € par brebis (soit 150 millions d’euros), une cellule de crise nationale et un rééquilibrage des aides au profit des éleveurs, en prélevant par exemple une partie aux céréaliers, toujours bien garnis. Michel Barnier ne s’étant pas engagé sur ces revendications, le syndicat paysan a appelé à perturber la conférence de Limoges. Le 4 septembre, les CRS étaient sur le pied de guerre. Une protection policière qui “*frisait l’état de siège*“¹ pour une centaine d’éleveurs et une trentaine de brebis dans la rue. Le lendemain,

Les petites mains de Felletin

Une entreprise d'insertion professionnelle s'est installée depuis le 1^{er} Avril 2008 à Felletin. L'activité de l'entreprise "Les petites mains de Felletin" repose non seulement sur tous les travaux de couture, mais également le repassage du linge, la location de costumes et déguisements, ainsi que la collecte et recyclage des textiles usagés. Particuliers, entreprises, collectivités, associations, toutes les retouches de vêtements et prestations de couture sont proposées en complément d'une large gamme de tissus et galons – dont un choix important de tissus ignifugés (classés M1) répondant aux normes de sécurité obligatoires et destinés aux établissements et collectivités recevant du public. Un déguisement vous attend, comité des fêtes, école, troupe théâtrale, ou particulier, parmi 2000 autres si vous désirez ajouter une note d'humour à vos fêtes, soirées ou tout autre évènement.



L'objectif écologique est de traiter et revaloriser 85 à 90% des textiles usagés ou non exploités, collectés auprès des particuliers, associations ou professionnels du textile au lieu d'aller en déchetterie pour être incinérés ou enfouis (source de pollution).

L'enjeu est économique également car outre le fait de générer un pouvoir d'achat aux salariés qui leur permet de retrouver une vie sociale et citoyenne, il permet également aux collectivités locales de réduire le coût de collecte et d'élimination des déchets textiles, qui est financé comme chacun le sait par nos impôts locaux.

Détails pratiques :

L'atelier des **petites mains de Felletin** est ouvert **du Lundi au Vendredi de 9h à 12h30 et 13h30 à 17h**,
atelier : 7 Route de Crocq et magasin de location de déguisement : 16 Route de Crocq – FELLETIN
Tél : 05 55 67 23 63 – email : lespetitesmains@orange.fr

contact : Isabelle Chaumont



"Les petites mains de Felletin" est aussi un centre de collecte des textiles usagés. Ne jetez plus les vêtements et linge de maison qui encombrent vos armoires, ils peuvent encore servir. Le textile collecté est trié puis réemployé soit en vêtement d'occasion - une braderie a lieu tous les 1^{er} vendredis de chaque mois à l'atelier- soit exporté vers les pays en voie de développement, s'il est en bon état. Les textiles en mauvais état – déchirés, défraîchis ou usés mais propres - seront soit transformés à l'atelier en chiffons, puis vendus aux professionnels utilisateurs de chiffons en grande quantité, soit dirigés vers d'autres professionnels pour être recyclés et valorisés sous différentes formes (industrie du papier, industrie automobile ou en isolant thermique). "Les petites mains de Felletin" est une entreprise d'insertion agréée par l'Etat, elle intègre les principes de l'économie sociale et solidaire. Les activités liées à la couture et les dons de textiles permettent à l'entreprise de développer 3 objectifs : social, écologique et économique.

La démarche sociale : l'entreprise embauche et accompagne des personnes en situation d'exclusion ou de précarité qui s'engagent dans un parcours d'insertion professionnelle. Les salariés embauchés bénéficient d'un CDD d'insertion à temps plein pouvant aller jusqu'à 24 mois pendant lesquels ils peuvent se former, se qualifier. L'issue de leur contrat signifie soit l'embauche dans une autre entreprise, soit une formation vers un autre secteur d'activité, soit une embauche en CDI au sein "des petites mains de Felletin".



Un nouveau blog, frais et campagnard

Emmanuelle Mayer est journaliste spécialisée dans les questions du monde rural. Vous l'avez du reste peut-être déjà croisée puisqu'elle habite à Eymoutiers : "Je me suis installée au pied du plateau de Millevaches, ce territoire que j'ai découvert et aimé à force de venir y faire des reportages." Elle a aussi rejoint l'équipe d'IPNS... Depuis quelques mois elle tient un blog sur l'actualité des "nouvelles campagnes" que nous vous invitons à découvrir : <http://neocampagne.wordpress.com>

nouvelle preuve et nous vous renvoyons sur ce sujet au reportage que diffuse dans son numéro de décembre Télé Millevaches. Si vous voulez aller encore plus loin vous pouvez aussi participer à la formation organisée par Pivoine et La Bande magnétique à Eymoutiers du 19 au 25 janvier prochains. Cette formation vise à s'interroger sur le fonctionnement concret des médias et la façon dont ils jouent leur rôle d'information. En visant à proposer un regard critique sur les médias, elle donnera l'occasion de réfléchir à des situations concrètes dans lesquelles des acteurs associatifs sont confrontés à un média. Renseignements au 05 55 69 24 59.

rement sous logiciels libres), mais nous sommes ouverts à toute autre proposition. Si vous souhaitez participer ou vous renseigner n'hésitez pas à nous contacter : www.ctrl-a.fr



Critique des médias

Les médias, il faut savoir y faire le tri... Le traitement de l'affaire de Tarnac nous en a apporté une



Club multi-média

L'Association Ctrl-A met en place un club multi-média afin de monter des projets autour de la vidéo et du son. Nous disposons actuellement d'une Caméra HDV, d'un appareil photo numérique, d'ordinateurs (Windows, Mac et Linux) orientés multi-média avec des logiciels de montage tel que Adobe Premiere, Stop Motion Pro, Cinepaint... Nous avons déjà quelques idées de projets comme la réalisation de films d'animation, de documentaires, de vidéos pour la promotion des logiciels libres (réalisés entiè-

Un guide des télévisions en milieu rural

Une étude sur les télévisions participatives en milieu rural vient d'être publiée par la Fédération des Vidéos de pays et de quartiers. Elaborée à partir de l'exemple de Télé Millevaches, Aldudarrak Bidéo (Pays Basque), Trégor Vidéo (Bretagne) et du projet de télévision locale de la Brenne, ce guide est disponible depuis novembre auprès de Télé Millevaches.

Résultat de deux ans d'étude, d'échanges d'expériences et de savoir-faire, de rencontres entre structures, ce livre propose des réflexions sur ce qu'est l'audiovisuel participatif, le lien entre télévision participative, territoire et développement local. Des fiches explicatives issues des expériences locales sont également présentées sur différents thèmes : la ligne éditoriale, les financements, le cadre juridique, les modes de diffusion, la participation des habitants. Plus d'info sur le site de la Fédération : <http://vdpq.org>

la ferme des possibles Lachaud

A Lachaud, sur la commune de Gentioux, un collectif s’est implanté avec un projet d’éco-site. Innovant, enthousiasmant, impressionnant, ce projet aux multiples facettes a réussi à tisser des partenariats solides avec les institutions, sans renier sa part d’utopie. Récit d’une aventure qui n’en est encore qu’au début.



Lachaud, c’est qui ?

- Yann Hélip Soulié (sculpteur tailleur de pierre, fossoyeur à Cesam Oxalis), Julie Cuenot (éleveuse dans le GAEC) et leurs enfants
- Johanna Corbin (éleveuse dans le GAEC), Frédéric Lagarde (chercheur en écologie et prof de bio à mi-temps au collège de Bourga-neuf) et leurs enfants
- Marion Michaux (en congé parental), Guil-laume Paillard (en formation plomberie-chauf-fage pour s’installer à son compte sur le site) et leurs enfants
- Virginie Larrue (salariée à mi-temps de la communauté de communes, en projet de plantes médicinales) et Grégory Seval (animateur de CtrlA à temps plein)

Sans vouloir faire dans le romantisme, le projet de Lachaud, c’est bien l’histoire d’un groupe de jeunes qui décide de redonner vie à un hameau. Un hameau situé au centre d’un triangle qui relie Gentioux, Royère et Faux la Montagne, là où bat le coeur du plateau. Sur les 138 hectares qui auraient pu être dissé-minés entre les agriculteurs voisins, trois familles, un jeune couple et deux passionnés ont bâti un projet d’éco-site en 5 dimensions : agriculture paysanne / écoconstruction / formation et péda-gogie / biologie / accueil. Côté agricole, le GAEC de la Fève («Ferme expérimentale à vocation environ-nementale») a démarré son activité avec Julie Cuenot et Johanna Corbin, éleveuses d’un trou-peau de 160 brebis limousines. Elles font de l’agneau en vente directe. Le volet scientifique, un laboratoire chargé d’étudier l’impact du change-ment climatique et de l’agriculture sur la biodiver-sité de certaines parcelles de la ferme (dont des parcelles Natura 2000) a trouvé un financement (CNRS et l’Université de St Etienne). Le volet écoconstruction a été entamé à travers la rénova-tion écologique de la maison de l’ancien fermier. Cette future maison collective accueillera les bureaux de l’association *Le Champ des possibles*, qui porte le projet global, le laboratoire d’écologie ainsi qu’une salle commune, une salle pour les enfants et une cuisine. En attendant, les bureaux sont installés dans des caravanes et une cabane. Excepté Philippe Simon, qui réside à Eymoutiers, tout le monde habite sur place : certains ont acheté une yourte, d’autres louent dans le hameau. Du coup, tous les habitants permanents de Lachaud participent au projet d’éco-site, les autres habitants étant des résidents secondaires... ravis de voir que ça bouge dans leur campagne !

Une énergie collective

Tout a commencé l’été 2005 quand Johanna, alors animatrice dans l’associatif, et Frédéric, biologiste, décident de quitter les Deux Sèvres pour une campagne moins polluée où monter un projet mêlant agriculture, écologie et milieu naturel à restaurer. Avec son Réseau d’acteurs et ses landes et tourbières, le Plateau de Millevaches a tout pour les séduire. Ils rencontrent Emilie Lordemus, coordnatrice du réseau (De Fil en réseaux), et le Conservatoire des espaces naturels (Cren), repartent avec un carnet d’adresses. *“Pendant un an, je suis venue tous les deux mois pendant une dizaine de jours à chaque fois pour rencontrer les gens, être au courant des opportunités, voir si le projet pouvait se monter avec d’autres”* raconte Johanna. L’été 2006, la petite famille pose ses valises à St Moreil, pour continuer à construire son projet in situ. Johanna suit une formation agricole tandis que Frédéric télétravaille. Ils entendent parler de la vente d’une grosse ferme à Lachaud. Johanna se rend à la Safer, va voir les institutions, remue les collectivités, le dossier traîne, et la ferme n’est réel-lement mise en vente qu’en juillet 2007. A ce moment-là, nos porteurs de projets organisent une réunion pour rassembler les personnes intéressées pour créer ensemble sur ce site prometteur. Il en ressort un ambitieux projet d’éco-site, valorisant les compétences de chacun (écoconstruction, arti-sanat, écologie scientifique, agriculture...) et rassemblant leurs aspirations à vivre autrement, faire ensemble et accueillir, transmettre, échanger.

Des élus locaux enthousiastes

En septembre 2007, une rencontre est organisée entre le groupe constitué et la région, la commu-nauté de communes du plateau de Gentioux, le PNR, le CREN et la mairie de Gentioux pour trouver des partenariats et des financements. Il est

décidé que la communauté de communes achète le site (275 000 €) et le loue au GAEC. Grâce à une subvention de 120 000 € du PNR, la communauté de communes leur apporte également une aide pour la rénovation écologique du bâti (maison commune + bâtiments agricoles). En avril 2008, le collectif s’installe sur les lieux. Commence alors la restauration du lieu, le démarrage de l’activité agri-cole, la mise en place du laboratoire et la réalisa-tion d’une étude prévisionnelle sur 6 ans, destinée aux partenaires financiers. Lorsque les bâtiments seront rénovés, les autres activités pourront être développées. Philippe Liboureau, constructeur paille, et Yann Hélip-Soulié, tailleur de pierre-sculp-teur, souhaitent y animer des chantiers et des formations. Guillaume Paillard, en formation plom-berie-chauffage, mettra ses compétences en éner-gies renouvelables au service du site. Virginie Larrue pense s’y installer en plantes médicinales. Son compagnon, Grégory Séval, souhaite conti-nuer de travailler à CtrlA tout en s’investissant dans le lieu : *“ce qui me plaît, c’est le collectif, pour mutualiser un jardin, par exemple, partager des projets, sans tomber dans une vie communautaire”*. L’aspect collectif, c’est aussi ce qui motive Philippe Simon, ancien paysan puis acteur du Monde allant vers, aujourd’hui salarié à mi-temps d’Ambiance Bois. *“J’ai 25 ans d’histoire collective derrière moi, je me suis toujours retrouvé dans ces aventures. Ce qui m’intéresse particulièrement, à Lachaud, c’est l’aspect ouvert. Nous voulons développer l’ac-cueil, les stages, en faire un lieu-témoin des alter-natives. La particularité, c’est de mêler l’agricole à la préservation d’espaces naturels et à l’écocons-truction”*. Pas de doute, c’est bien un lieu unique qui se construit pas à pas par cette bande d’utopistes néanmoins pragmatiques !

Emmanuelle Mayer



Future maison commune

Histoire du loup et psychoses sociales la “bête du Limousin”

Au cœur du règne de Louis XIV, la province du LIMOUSIN connut une affaire qui, toutes proportions gardées, préfigurait les tragédies de la célèbre “Bête du GEVAUDAN”. Si le phénomène fut circonscrit dans un espace et un temps plus réduits, il n’en annonçait pas moins les questionnements et hypothèses qui auront cours 60 ans plus tard. Les deux affaires permettent à l’historien d’aborder des problématiques très utiles à l’heure où se développe dans les Alpes une psychose moderne. A travers ces lignes, il s’agit pour nous de démontrer une mystification. Derrière le loup, évident bouc-émissaire, se sont toujours cachés d’autres coupables.

“ Cette bête est d’une grosseur considérable

Les faits

L’essentiel tient en quelques lignes succinctes portées par les curés sur les registres paroissiaux – ou tracées par des témoins dans des cahiers de souvenirs, dits “livres de raison”. On y lit par exemple : “Il est sorti une bête du côté de Faux, faite en guise de renard et de la même longueur, qui mangeait les gens, mais surtout les petits enfants. remarque qui doit faire prendre garde un chacun à soi” (Livre de raison, M. Arfeuillère, avocat à Guéret, 1699) Le même phénomène est alors repris en 1700, par le curé de Banize (Creuse) :

“Inhumation de Louise Ponsat, 4 ans, égorgée hier environ les 3 heures du soir par une bête féroce et inconnue “ (26 septembre 1700).

Un bourgeois de Millevaches (Corrèze) reprend ces informations : “La dite année (1698), il est sorti une bête de la grandeur d’un grand loup qui dévore le monde, grands et petits, du côté de Saint Léonard et Bujaleuf, et les loups s’attroupent qui font de grands ravages aux bestiaux. Tout cela est de méchantes marques et les dits loups n’appréhendent pas le monde quoiqu’ils soient aux armes” (Registre domestique de Léonard Magimel).

Cette documentation peut paraître bien maigre au regard des milliers de lignes qu’un phénomène comparable produira plus tard en Gévaudan. Elle permet toutefois un parallèle édifiant et pose le débat en termes identiques : - la bête (ou les ?) a dévoré, mais a-t-elle tué ? - de quel animal s’agit-il réellement ? - quelle part tient le loup dans ces affaires ? - peut-il y avoir un homme derrière tout cela ?

Compte tenu des études zoologiques, il semble acquis que le loup n’attaque pas l’homme, à l’exception notable des loups enragés. On notera que dans les lignes ci-dessus, les attaques des loups ne concernent que les bestiaux. Le loup, seul ou en

meute, « accompagne » d’autres malheurs des temps, qui étaient pour lui pourvoyeurs de chair fraîche. Loup anthropophage sans doute, loup meurtrier sûrement pas. Les morts “en série” ont pu être exagérées : 12 personnes “tuées” pour la commune de Vallières dans une seule année, sur une population de quelques 200 habitants (cité dans un ouvrage de 1919). Les archives fiables, les registres paroissiaux, n’en gardent aucune trace. On a là un symptôme de la psychose. Quant aux personnes dévorées avec certitude, quel animal peut en être responsable ? Si l’on veut bien relire les témoignages, on remarquera qu’ils ne se ressemblent que sur un point unique : la bête n’est pas un loup. Cet animal était assez répandu à l’époque pour que nos ancêtres en connaissent la silhouette et les caractéristiques. Un troisième texte apporte encore une autre version : “Cette bête est d’une grosseur considérable, et à peu près celle d’un veau de deux ou trois mois, mais fort déliée et agile ; elle a la tête d’une médiocre grosseur, et depuis les yeux jusqu’au museau comme un lévrier, au poil rougeâtre ; elle a une marque noire comme deux cornes : selon la relation de ceux qui ont été blessés par elle, elle a la langue fort douce » (Le catéchisme des peuples des villes et des campagnes , 1699). Renards, panthères, voire veaux ou lévriers ? les hypothèses semblent assez variées pour refléter la circulation des témoignages selon le processus de la rumeur. Voici ce qu’en dit J.M. Teulière, du centre nature “La loutre” : “De nombreux chroniqueurs et historiens contribuèrent à faire, de ce qui



reste un mystère avéré de l’histoire, un mythe. Simultanément, de nombreuses bêtes fantastiques firent leur apparition un peu partout en France”. La dimension surnaturelle de “la bête” étant ainsi soulignée, il convient d’interpréter ses actes à la lumière de la conjoncture socio-économique du temps, comme à la réalité du cadre naturel, des paysages, des habitudes agraires, qui sont ici fondamentaux.

Un pays misérable

J’explique la survenue de ces phénomènes par un contexte général de



dépression économique, entraînant une situation de misère physiologique et matérielle, mais aussi psychologique. Comme en Gévaudan plus tard, différents témoignages évoquent ce contexte dramatique . Les différents rapports officiels le cernent ainsi : “En rêvant dans mon carrosse aux misères extrêmes du peuple du Limousin, il m’est venu à l’esprit ...” (le conseiller du roi, d’Aguesseau) ou encore : “Si le prix des blés n’a pas encore augmenté, la seule misère en est la cause ... Il n’y a que deux ans que cette généralité s’est vue à la veille de périr par la famine ... Il n’y a rien de plus précieux (...) que la conservation d’un grand nombre de sujets qui périssent par la faim dans cette province ... » (l’intendant Bernage, de 1698 à 1701).

La cause principale des morts doit être reliée à la situation de misère : les victimes ont pu mourir de froid, de faim, voire d’accidents déclenchés par une fuite sous l’emprise de la panique (les sols sont très accidentés). Ils ont pu être victimes de meurtres aux motivations diverses. Dans ces cas, les loups n’ont été que des mangeurs de cadavres. Les bêtes sauvages ont dû être attirées plus près des terroirs habités, par la terrible situation sanitaire. L’état des corps, comme l’observation de loups les dévorant, a pu être à l’origine de peurs paniques propices à la naissance de rumeurs sur la qualité de ces “dévoreurs”.

Les “bêtes” du Limousin et du Gévaudan

Soixante ans plus tard, certains crurent que “la bête du Limousin” avait pu réapparaître en Gévaudan. Au début des méfaits de l’autre animal démoniaque, en 1764, on interrogea officiellement les autorités limousines pour connaître les moyens mis en œuvre pour sa recherche et sa destruction. Si la réponse n’a pu être retrouvée, on peut sans risque relever la situation décrite dans d’autres rapports. Elle montre une évidente amélioration. Dès août 1701, le même intendant de Bernage écrivait : “L’élection de Limoges n’a pas recueilli beaucoup de seigle qui fait sa principale récolte, mais les pâturages y ont été assez bons. Les blés noirs et les raves sont d’une belle espérance...”

La nombreuse documentation concernant les malheurs du Gévaudan a permis d’élaborer des hypothèses plus précises. De celles-ci on peut retenir qu’une large majorité des nombreuses observations disculpent le loup. On y ajoutera tout ce qui tourne autour de loups-garous, d’hommes déguisés en loup ou de grands fauves dressés. Partout, nous lisons la patte de l’homme. Quelles que soient leurs motivations, qu’ils aient été réunis en bandes, ou agissant seuls, on ne peut que rapprocher ces théories du célèbre dicton : “l’homme est un loup pour l’homme”.

Michel Patinaud

L'agriculture limousine des origines au milieu du XX^e siècle

Depuis quelques décennies, agronomes, anthropologues et historiens défrichent et livrent peu à peu “*L’histoire des agricultures du monde depuis le néolithique jusqu’à la crise contemporaine*” pour reprendre le titre de l’ouvrage de référence en la matière. Un corrézien, Roger Pouget, lui aussi agronome et directeur de recherches à l’Institut National de Recherche Agronomique se propose de retracer l’histoire de l’agriculture et des paysans limousins depuis 10 000 ans. À partir des sources scientifiques et techniques de la recherche contemporaine Roger Pouget nous rappelle la longue durée de la grande misère des paysans limousins luttant sur des sols pauvres aux rendements faibles et aléatoires. Soulignant ainsi que jusqu’au XIX^e siècle une très forte proportion de la population de la province se livre à l’agriculture pour retirer de cette terre rude et maigre la nourriture indispensable à sa survie. Cette longue stagnation de l’agriculture est à quelques rares exceptions près le lot de toute la paysannerie française même si le Limousin figure parmi les provinces les moins favorisées en raison de ses sols peu fertiles et de son isolement dû à l’absence



Charrue brabant double

de moyens de communication. À ces conditions difficiles s’ajoute la lourde charge des impositions, redevances et autres corvées que leur infligent la noblesse, la bourgeoisie et le clergé. Cette pression financière demeure un frein à la pénétration de l’innovation et du progrès dans les campagnes. Le chapitre sur l’introduction de la pomme de terre en Limousin au milieu du XVIII^e siècle illustre cette résistance que l’on retrouve constamment dans la lente évolution de notre agriculture. Elle explique aussi l’arrivée tardive du développement des cultures fourragères et de l’introduction des engrais qui favoriseront la naissance de l’élevage bovin limousin dans la seconde moitié du XIX^e siècle. C’est toujours avec un certain retard que l’agriculture limousine rejoint le progrès technique. Et lorsque survient la grande mutation de l’agriculture française dans les années 1950 l’agriculture limousine peine à s’y engager tant elle ressent encore les effets de l’émigration de sa population rurale vers les villes depuis plus d’un siècle.

Tout au long de son argumentation, l’auteur s’efforce de nous défaire des clichés d’une agriculture “archaïque et rétrograde” pour nous aider à mieux comprendre les difficultés que les paysans limousins ont surmontées pour accumuler connaissance et savoir-faire. Deux chapitres l’un sur *le châtaignier, base de l’agriculture limousine* et l’autre sur *ca vigne, principale culture de la basse Corrèze*, apportent un éclairage singulier sur leur capacité d’adaptation face aux aléas auxquels ils ont été confrontés. Sans oublier de rapporter l’utilisation astucieuse des rigoles pour l’irrigation fertilisante des prairies, une maîtrise de l’eau datant peut-être de l’époque gallo-romaine. L’ouvrage est agrémenté d’une illustration abondante en planches de



dessins et photographies remarquables. Spécialiste de la vigne, Roger Pouget a dirigé la station de recherches sur la viticulture à Bordeaux. En clôturant son chapitre sur la vigne, il fait remarquer la renaissance du vignoble de Branceilles en 1990, l’arrivée en 2000 du vin paillé de Queyssac-les-vignes et plus récemment encore en 2007 Les coteaux de la Vézère à Voutezac et Allasac. Un petit clin d’œil à la capacité d’innovation des agriculteurs d’aujourd’hui pour diversifier leur source de revenus et développer un tourisme rural.

Alain Carof

Roger Pouget, *L’agriculture limousine des origines au milieu du XX^e siècle*. Préface de Robert Joudoux, Tulle, éditions Lemouzi, janvier 2008, 323 p.

Lyon un chantier limousin

deux reprises déjà IPNS a publié des travaux de Jean-Luc de Ochandiano. Il nous avait donné un aperçu de la place importante laissée à Lyon par les maçons de la montagne limousine dans le bâtiment pendant un siècle.

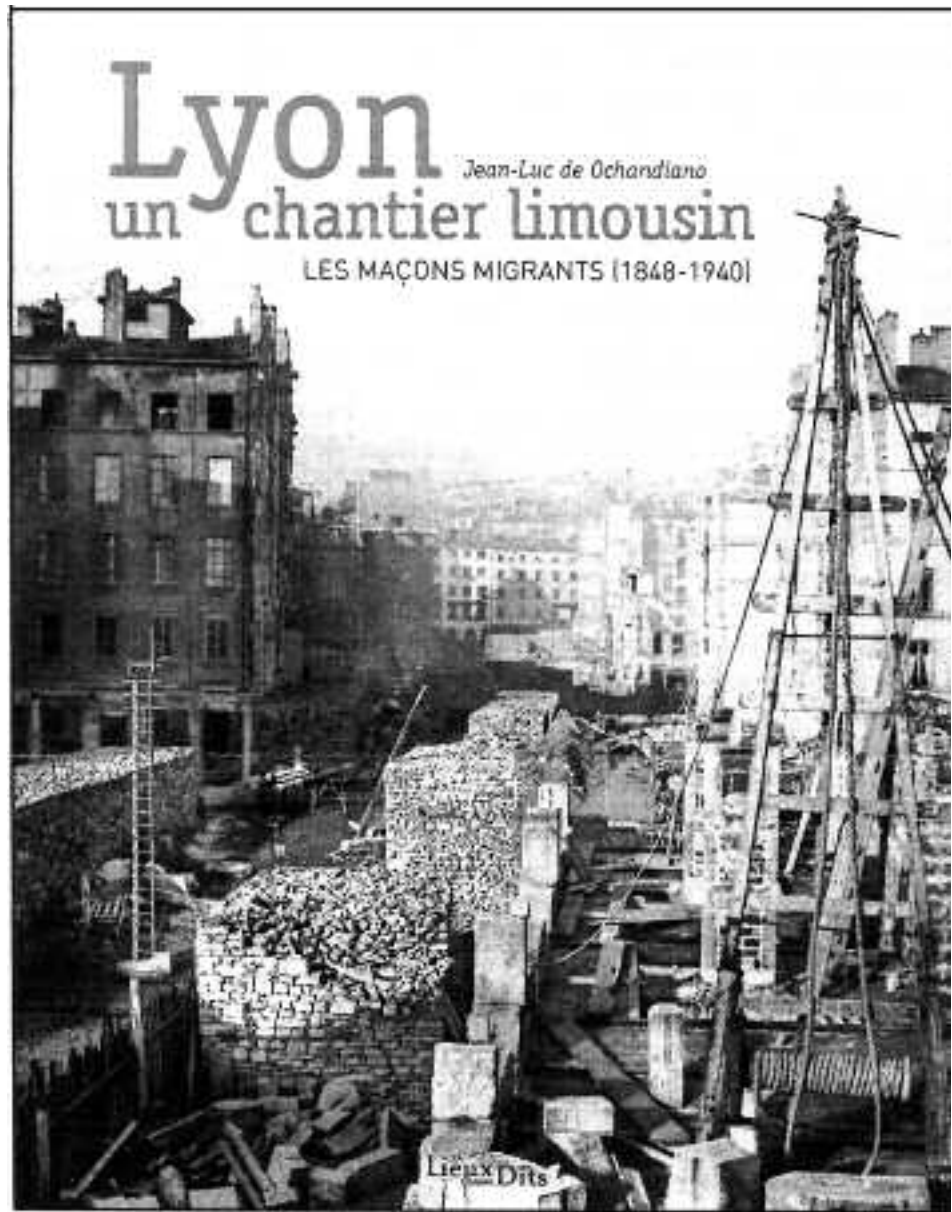
Jean Luc vient de rassembler le résultat de ses recherches dans un superbe ouvrage de 270 pages : *Lyon, un chantier limousin. Les maçons migrants (1848-1940)*. Dans l’histoire des migrations saisonnières puis définitives il montre comment les Limousins se sont insérés dans la transformation de la ville au moment où elle entre dans l’ère industrielle. Ils ont laissé l’empreinte de leurs savoir faire dans les métiers du bâtiment et notamment dans la maçonnerie. La trace des Limousins dans cette modernisation urbaine est un révélateur des difficultés rencontrées par les migrants de tous les temps dans la transformation des sociétés. Ancrés dans leur solidarité villageoise, les maçons de la montagne limousine se sont retrouvés dans les mêmes quartiers et sur les mêmes chantiers. Ils ont aussi subi les sarcasmes des réactions xénophobes de la population comme des autres corporations du bâtiment. Mais, au fil du temps leur cohésion sociale sera le ferment de l’émergence à partir duquel grandira leur conscience ouvrière. Au basculement des XIX^e et XX^e siècle ils sont la cheville ouvrière du syndicat général des ouvriers maçons de Lyon et du Rhône.

En 1920 l’effroyable saignée des migrants limousins dans le désastre de la première guerre mondiale affaiblit considérablement la filière limousine dans la corporation des maçons de Lyon. Devenus minoritaires dans la profession, les maçons limousins sont à l’initiative d’une innovation remarquable Trois anciens leaders du syndicat des maçons originaires du Millevaches s’aventurent dans la création d’une coopérative ouvrière *l’Avenir*. En quelques années avec l’appui du maire de Lyon elle devient une entreprise florissante où les Limousins restent majoritaires.

Ce très beau livre illustré de photos et de dessins remarquables nous aide à comprendre la métamorphose d’une grande métropole pour entrer dans la modernité. Au fil des pages on y retrouve l’empreinte du labeur, de la souffrance et de la créativité de nos ancêtres. Un magnifique cadeau souvenir à offrir dans cette période de fêtes et de rassemblements familiaux.

Jean-Luc de Orchardiano, *Lyon un chantier Limousin. Les maçons migrants (1848-1940)*. Editions Lieux Dits, octobre 2008, 270 pages, 30 €

Alain Carof



La Pommerie

lieu d'ancrage de l'art contemporain sur le plateau



Dans les années 90, aux Pays-Bas, Michèle Laveix, artiste peintre originaire du hameau de La Pommerie à Saint-Setiers, rencontre Hubertus Nollen, dit *Huub*, galeriste et historien d'art, et surtout, désireux de créer un lieu d'accueil d'artistes en France. De cette rencontre naît en 1995 la résidence d'artistes *Appelboom*, aménagée dans l'une des granges du hameau. Huub accueillera ainsi plus de 200 artistes. Peintres, sculpteurs, musiciens, danseurs, vidéastes... trouvent ici les conditions idéales à la production artistique, influencés par le territoire, les habitants, le climat, les paysages, les coutumes...

En avril 2007, suite à la triste disparition de Huub, l'association Appelboom constitue une nouvelle équipe. Fidèle à la notion de transdisciplinarité, elle choisit des artistes dont le travail se fonde sur une certaine porosité avec le contexte dans lequel ils envisagent ou réalisent leur travail. Ainsi, Appelboom s'affirme avant tout comme un lieu d'expérimentation dédié à la jeune création où les propositions artistiques sont envisagées dans un aller/retour avec le territoire et ses habitants et met en place un programme annuel qui alterne résidences d'artistes, concerts et ateliers pédagogiques.

La nouvelle équipe achève sa première saison. Une saison qui a parfaitement su s'ancrer au territoire. Le projet de *Jacques Loeuille* est à l'image de cet ancrage. Ce jeune artiste vit et travaille à Lille et définit "sa pratique de la vidéo comme des films d'artistes à caractère documentaire". Fin 2007, il répond à l'appel à résidence lancé par l'association et propose un projet de vidéo dans lequel il dégagera le contenu narratif des images quotidiennes du Plateau de Millevaches.

Jacques Loeuille échelonne ses séjours à La Pommerie d'avril à novembre 2008 au cours desquels repérage et définition précise du sujet de la vidéo laissent place à la prise de vue et à la construction même de l'œuvre. Puisant dans la réalité un potentiel narratif, Jacques Loeuille s'intéresse aux stations essence désaffectées et réinvesties du Plateau de Millevaches. Il construit ainsi une *dramaturgie* en dialogue avec le territoire et ses habitants qui prend la forme d'un documentaire de 35 minutes : *Essence Ordinaire*.

“ Jacques Loeuille s'intéresse aux stations essence désaffectées et réinvesties du Plateau de Millevaches ”

Jacques Loeuille nous parle de son film : "Quiconque pratique les routes nationales connaît ces stations abandonnées qui constellent le réseau routier de France ; la célèbre nationale 7, la pittoresque nationale 20, la froide nationale 17 abritent ces bicoques de verre, de tôles, de masses maintenant poussiéreuses ou moussues et qui semblent dévier de cette route où elles furent jadis appon-tées. Toutes véhiculent cette indiscernable et singulière saveur qui nourrit la légende de la route en l'or-nant de petits satellites abandonnés.

Mais quiconque est étranger au plateau de Millevaches et à ses routes communales et départementales qui strient un paysage plié, ignore sûrement que ces stations délaissées ailleurs sont ici le point d'approvisionnement du pays.

Le caractère de ce paysage échancré et dépeuplé conditionne, on s'en doute, une adaptation du commerce. Les stations qui restent ne peuvent pas vivre seulement de la vente de carburant et doivent cumuler des activités pour joindre les deux bouts ; et ces activités transforment ces stations en véritables cavernes d'Ali Baba qui ne se dévoilent souvent qu'à celui qui veut bien pousser la porte. Mi-caverne, et mi-souk parfois, ces stations partagent un certain secret allant parfois jusqu'à la pudeur. La présence de ces commerces multiservices témoigne manifestement d'une disposition espiègle au bric et broc de laquelle émerge une tension poétique.

C'est sur cette poésie du commun que je souhaiterais me focaliser."

Essence Ordinaire a été programmé à La Pommerie et dans les cinémas de Tulle, Eymoutiers, Neuvic et Aubusson du 19 au 22 novembre 2008, dans le cadre de *Pause*, événement vidéo initié par *5,25-réseau d'art contemporain en Limousin* et dans le cadre du *mois du film documentaire*. Suivie chaque fois d'une discussion avec Jacques Loeuille, la projection d'*Essence ordinaire* a également donné lieu à la programmation de films sélectionnés par l'artiste, différents pour chaque soirée, et qui ont influencé son travail d'une manière ou d'une autre.

L'accueil de Jacques Loeuille à La Pommerie a donc permis à l'artiste de disposer de moyens financiers et de temps pour réaliser un film, mais aussi d'inscrire sa démarche artistique au cœur du territoire. Ainsi, dans une volonté de médiation et de sensibilisation à l'art contemporain, l'association a créé les conditions favorables à la rencontre entre le réalisateur et le public, en cours et en fin de processus de création.

Appelboom-La Pommerie prépare désormais la saison 2009 au cours de laquelle elle proposera 3 résidences dans les domaines de l'art sonore et des arts visuels, des événements musicaux et performatifs à La Pommerie et ailleurs, et des ateliers pédagogiques.

Pour tout renseignement, consultez le site de l'association - www.lapommerie.org

Appelboom - La Pommerie - 19290 Saint-Setiers
05 55 95 23 30 - residence@lapommerie.org

Pour vous inscrire à la mailing-list et recevoir régulièrement les informations sur la programmation : communication@lapommerie.org

Ligne de partage

C'est un projet ambitieux mené sous l'égide du PNR par la troupe de la Chéridoine (Saint Angel) et les associations Pays Sage, Conte en Creuse et Faire et Défaire. L'idée ? Une randonnée théâtrale qui durant trois jours traversera le plateau cet été. Laurence Biberfeld, auteur de polars et ancienne habitante du plateau, a écrit le texte de ce spectacle itinérant où l'on croquera le présent et l'histoire du plateau, et en particulier ses faits héroïques qui ont façonné la figure rebelle de ce territoire.

Ligne de partage se déroulera à pied, en chemin de fer ou en véhicules du jeudi 23 au samedi 25 juillet 2008. Le premier jour, départ en train d'Eymoutiers jusqu'à Pérols sur Vézère, puis marche jusqu'aux ruines des Cars. La première étape, le soir, aura lieu à Peyrelevade. Le lendemain on ira jusqu'à Féniers via St Setiers. Le troisième jour on atterira à St Georges Nigremont en passant par Magnat l'Etrange.

Une manifestation originale qui permettra de découvrir ou redécouvrir le plateau de Millevaches.



Le retour des bistrots d'hiver

Comme tous les ans Pays Sage propose de janvier à mars ses bistrots d'hiver. Gastronomie et musique font le succès de cette manifestation qui se veut aussi occasion de rencontres et de découvertes. Ainsi cette année, les «apéros-tchatte» proposeront au moment de l'apéro de découvrir quelques personnages emblématiques du plateau, qui y ont vécu, l'ont traversé ou s'y sont réfugié... Parmi eux des noms aussi divers que ceux de Raymond Poulidor, Martin Nadaud, l'écrivain Pierre Bergounioux, le sultan Zizim ou le poète Armand Gatti... ça se passera du 11 janvier au 15 mars.

Tous renseignements sur le site de Pays Sage : www.pays-sage



Le marteau de gentioux

Mesdames, Messieurs ! En direct de la renommée place de Gentioux.
Déposée aux pieds de la mairie, devant notaire, une curiosité, symbole de l'ingéniosité de la maîtrise des maçons de la Creuse. Un objet précurseur du design, fonctionnalité, économie des formes, simplicité d'utilisation mais surtout efficacité. L'inventeur génial parti pour en déposer le brevet a vraiment pensé à tout: : un antivol est intégré au système. Je veux parler du range-marteau créé par M. Faucille qui en partant nous avait dit: "si cet instrument ne sert pas à tous, alors, foi de Faucille, je m'arrête de travailler pour le bien de l'humanité".
Laurence

Noël à l'Elysée

Librement adapté de *Christmas in Washington* (Steve Earle) par Alain Lamy

C'est Noël à l'ELysée
les socialistes se sont plantés
On est dans la merde encore quatre ans
Les choses n'peuvent pas être pire
Les UMP boivent du p'tit lait
Remerciant leur bonne étoile
Ils pensent: on aura pas d'autre chance
Plus jamais de couilles en or
J'étais chez moi à Millevaches
Les yeux rivés sur l'écran
J'en avais gros sur la patate
Me demandant à quoi ça rime



Refrain:
Reviens donc Coluche
Nous aider maintenant
Sèches tes larmes du paradis
Et renais d'une façon ou d'une autre
Si tu te cognes à Jésus
Peut-être qu'il peut t'aider à sortir
Reviens nous maintenant

J'ai suivi tes pas une fois dans l'temps
Où je galérais j'ai sûrement
Echoué à trouver ta trace
Et maintenant je titube dans la brume
Gare aux tueurs sur la route à c't'heure
Comme un homme ne peut pas vivre seul
J'ai vendu mon âme aux capitalistes
Maintenant je suis scotché ici dans ce patelin
Les renards sont dans l'poulailler
Et les cochons courent dans le maïs
Les syndicats ont été cassés
Leurs fières bannières rouges déchirées
Si on écoute la radio, on croit que tout va aller mieux
Mais toi et moi et Brassens savons
Qu'on va directement en enfer
Aussi, reviens nous Jacques Brel
Relève toi vieux Ferré
Des barricades seront dressées
Ils ne peuvent pas briser notre volonté
Revenez Louise-Michel et Rosa
Nous défilons dans Paris
Et les cloches de la liberté résonneront

ISBN: inquisition spéculé, brocardent nouvellistes

Annonce:

lectures d'histoires vraies et moins vraies pendant les vacances de Noël, au Brin de Zinc Faux la Montagne. Dates et horaires: se renseigner sur place ou au 05 55 67 90 34

Jeux du Brin de Plume

Réponse à la consigne: les phrases commencent par je, tu, il, etc

Je, seule au bord du monde regardant le soir déposer son ombre
Tu, perdu de l'autre côté, marchant le long des rochers
Il est des histoires auxquelles nul ne peut échapper
Nous avons bu au calice des fleurs le nectar de rosée
Vous, silencieux et moqueurs, avez cru pouvoir nous séparer
Ils resteront pourtant là, nos coeurs émerveillés.

Le texte à plusieurs mains : voici un début, à vous de trouver la suite.

Le mien, je l'ai scié avec la petite scie. Lui, en me laissant scier, est allé un peu plus loin, et est revenu un peu plus tard avec son sapin, qu'il avait délicatement, je le connais, défait de sa terre et pris sous son bras. Il est venu vers moi, et je les ai vus, lui et le sapin, lui, avec dans ses yeux tout ce que ça voulait dire, d'avoir un sapin sous le bras, et le sapin, moins ordinaire que le mien, le tronc faisant un virage juste en haut des racines. Ils allaient bien ensemble, lui et son sapin.

Arbre de Claveyrolas

A l'angle de la route il y a un chemin
et le chemin doit être sinueux
Le long du chemin, il y a des maisons
et les maisons doivent être belles
au bout du chemin se trouve une forêt
et les arbres doivent être nombreux
pour abriter les nids et les oiseaux
Et le plus grand doit dire au soleil :
Va chercher quelques nuages
et le soleil voilera son image
pour que l'arbre puisse rêver
et quand il aura fini de rêver
et que le soleil sera fatigué
il lui dira d'aller chercher la lune
et l'astre doré viendra le voir
il se mettra en quatre, en croissant
et lui dira qu'il est le plus grand
qu'on ne voit que lui du haut du ciel
et l'arbre doit être heureux.
Alors l'oiseau de nuit se posera sur sa tête verte
et avant de s'envoler dans son monde d'étoiles
aile contre aile avec le vent,
il poussera son cri et le voyageur du soir
mélancolique et solitaire
lèvera la tête pour entendre le chant de l'arbre
qui connaît si bien la terre et le ciel, le soleil et l'orage
et l'homme désenchanté lui racontera son histoire
ses tendresses et ses meurtrissures, ses regrets et ses joies
et l'arbre doit le regarder, l'écouter
pour lui donner le courage de rentrer chez lui.

Claudine Lesire-Ogrel

La p'tite ourse

Un nouveau lieu à Tulle... Un lieu de vie consacré à la maternité, la petite enfance et... la planète. Fondé par Margaux Vaillant, La p'tite ourse rassemblera une boutique, un salon de thé, des ateliers animés par des professionnels de la naissance, de la petite enfance et des artistes.

Contact : 06 72 95 52 40



Gérer l’eau sur la Montagne limousine

un souci séculaire



levada chas Barba



roue à cuillers “rodet dau molin de La Comba”

L’Institut d’Etudes Occitanes du Limousin met actuellement la dernière main à la préparation d’un ouvrage consacré à l’eau sous toutes ses formes (domestiquée avec l’irrigation ou les moulins, sacrée avec les bonnes fontaines ...) sur la Montagne limousine. Fruit d’un travail d’enquête mené en occitan sur 25 communes du centre de la Montagne, ce travail paraîtra fin 2008, chez l’éditeur Doublevèbé recup, dans la collection Carnets de Mission. Petit aperçu de certains de ces usages ancestraux.

Retenir l’eau plutôt que l’évacuer

Si la pratique agricole sur la Montagne se résume essentiellement, aujourd’hui, au drainage et à l’évacuation la plus rapide possible de l’eau, il en fut tout autrement pendant des siècles.

Captée dès l’amont des rivières et ruisseaux, voire dans les chemins et cours de fermes, pour être ensuite restituée aux flancs des vallons de manière régulée, l’eau était alors soigneusement gérée.

**“ les paysans
“baignaient le pré” “far
banhar los prats” ...**

Des pêcheries (“las pescharias”) où elle était stockée, en passant par les rigoles (“las levadas”), c’était tout un système technique et des savoir-faire qui s’étaient mis en place pour permettre la culture de l’herbe et l’irrigation fertilisante des prairies. Au gré des saisons, les paysans de la Montagne “baignaient” ainsi “le pré” (“far banhar los prats”) afin d’améliorer la pousse ou, à l’inverse, pour protéger l’herbe des premiers gels.

Longues parfois de plusieurs kilomètres (pour l’une d’elles de 7 km), les rigoles constituaient donc une véritable richesse tant collective – en témoignent les phases d’entretien communautaire collectif (“l’arban”) - qu’individuelle. Certaines furent ainsi données en dot lors de mariages ! Il n’est dès lors pas étonnant qu’elles aient obéi à une gestion stricte, les droits d’eau (“lo terma d’aiga”) faisant par exemple l’objet d’un calendrier strict. Et, pour qui se souvient de Jean de Florette, il n’y a pas plus de surprise à savoir que cette gestion fut prétexte à de nombreux conflits, lorsque d’aucuns “enlevaient la motte” (“las glevas”), détournant à leur profit le cours des canaux.

Survivances de pratiques paysannes, ces méthodes de gestion ont aujourd’hui quasiment

disparu. Seules quelques exploitations agricoles (à Viam, Saint Merd, La Nouaille) entretiennent encore un système de rigoles et pratiquent une irrigation traditionnelle.

Pas sûr qu’il faille s’en réjouir car ce système jouait clairement un rôle de stabilisateur dans la distribu-



lo moulin dau Mont Buschos

tion de la ressource en eau tout au long de l’année, contribuant à amortir les effets des crues ou des pénuries. Si l’on ajoute qu’il contribuait à une pousse régulière sans l’adjonction d’intrants chimiques dont on connaît les effets néfastes sur l’environnement des têtes de bassin, il y a lieu de s’interroger sur son abandon massif.

Tirer partie de la force motrice de l’eau

L’utilisation de l’énergie hydraulique est ancienne sur la Montagne. Sur ce territoire où l’abondance de la ressource en eau favorise les installations, des moulins à farine ou à huile sont attestés dès le Moyen Age dans les états de propriété. Rarement installés au fil de l’eau, ils sont plutôt alimentés via un étang ou par le biais d’un canal de dérivation, afin de pouvoir réguler les flux et gérer l’alimentation en eau. La vidange partielle d’un étang - “l’estanchada” -, renouvelée après remplissage, permettait ainsi d’améliorer le rendement de ces équipements, qui pour certains tournaient jour et

nuit selon les périodes.

Faisant fréquemment l’objet d’une gestion communautaire ou familiale, ils disposaient rarement d’un meunier attiré - chacun son tour était meunier - et ne comportaient donc généralement pas d’habitations. Frustres, de fort petite taille, ils n’en présentaient pas moins un astucieux mécanisme à roue horizontale encore appelée roue à cuillers (“lo rodet”), positionnée sous le bâtiment, surmontée de deux meules, l’une fixe et l’autre mobile, en granite. Ce n’est que tardivement, fin XIX^{ème}, que des innovations furent introduites : mécanismes à roue verticale à aubes ou meules en pierre de La Ferté sous Jouarre.

Destinés à subvenir aux besoins locaux dans une logique d’autosubsistance et d’autarcie, ils servaient essentiellement à moudre le seigle. Quelques usages alternatifs sont toutefois mentionnés : broyage des faînes de hêtre pour la production d’huile servant à l’éclairage, pressage des pommes pour la production de cidre (Saint Yrieix la Montagne).

S’ils ponctuèrent longtemps le paysage de la Montagne, leurs traces se sont aujourd’hui largement estompées et l’on estime que la quasi-totalité des quelques 800 moulins avérés au début du XIX^{ème} siècle ont disparu. Témoignages d’une société dont l’économie fonctionnait largement sur elle-même, les derniers d’entre eux cessèrent d’être utilisés dans les années 1960, remplacés par des concasseurs thermiques ou hydrauliques et par le développement de minoteries industrielles. Seules subsistent quelques exemples, à l’instar des trois beaux moulins de Razel sur le ruisseau de Bonne à Pérois sur Vézère.

Stéphane Grasser